



Site : [www.capen71.org](http://www.capen71.org)

COMMUNIQUE

le 26 juillet 2017

## ETATS GENERAUX DE L'ALIMENTATION : UNE CONSULTATION MAL BARREE...

Le 20 juillet le gouvernement a lancé les Etats généraux de l'alimentation avec un panel de ministres. Conjointement est ouverte une **consultation publique** ouverte du 20 juillet au 20 octobre 2017. Lancée lors de la campagne présidentielle, cette démarche avait pour ambition de préparer des réorientations décisives en faveur d'une alimentation plus saine et d'une agriculture plus durable.

La déception des ONG (consommateurs, environnementalistes..) est déjà à la hauteur des attentes : l'intérêt des consommateurs et les enjeux environnementaux sont passés à la trappe. La feuille de route a été écrite par les lobbies agro-industriels, la grande distribution et la FNSEA : rien sur la réglementation environnementale, oubliée ; impasse sur les perturbateurs endocriniens et les OGM ; silence sur la transparence des prix ou les responsabilités de l'industrie agro-alimentaire dans la malbouffe....Impossible de savoir comment les participants\* ont été « sélectionnés ».

Les ONG sont d'accord sur l'essentiel pour parvenir à répondre aux graves dysfonctionnements dans le système agricole et alimentaire et donc savoir avec clarté ce que nous mettons dans nos assiettes :

- Garantir un DROIT à un revenu décent aux agriculteurs
- Respecter les réglementations environnementales existantes protégeant les milieux naturels, avec **l'application du principe pollueur/payeur**
- Réaffirmer **le principe de précaution** et la prise en compte des perturbateurs endocriniens dans les procédures d'autorisation des pesticides et molécules de synthèse
- Garantir une concurrence effective et la transparence des prix payés par les consommateurs au sein de la grande distribution
- Encourager prioritairement l'agro-écologie et les circuits courts
- Diminuer les teneurs en gras, sel, sucre dans les produits alimentaires

Enjeux importants de santé publique, de protection de l'environnement et d'aménagement du territoire, ces exigences doivent pour les ONG entrer dans la méthode et le contenu de ces Etats généraux. Notre alimentation quotidienne ne saurait dépendre des aléas du « marché ». La « libéralisation » et la financiarisation de ces marchés sont la cause principale de la crise agricole française, européenne, mondiale et de la faim dans le monde\*.

\*Plus d'info : [www.egalimentation.fr](http://www.egalimentation.fr) - [www.oxfamfrance.fr](http://www.oxfamfrance.fr) – [www.cfd-terresolidaire.org](http://www.cfd-terresolidaire.org)

